Quant à la France, sa situation dans l'Europe centrale et orientale est particulièrement brillante du xvi^e au xvii^e siècle, mais les politiques différentes suivies par Napoléon, le *renversement des alliances* après Tilsitt, faisant succéder à l'alliance franco-turque contre les Anglais et les Russes, l'alliance franco-russe, ne tardent pas à faire passer les privilèges que nous avons acquis dans l'Europe orientale aux autres nations de l'Europe.

Et nous arrivons ainsi au traité de Paris de 1814 et au Congrès de Vienne de 1815.

Le traité de Westphalie en 1648, et le Congrès de Vienne de 1815 ont passé avec plus ou moins de raison pour de grands actes diplomatiques. Ils ont prétendu *refaire la carte de l'Europe* et répartir les peuples entre les puissances victorieuses, après la chute de l'empire français. En outre, et en ce qui concerne la navigation des fleuves et des rivières, l'acte du Congrès de Vienne est demeuré le code, encore hier trop respecté dans ses idées réactionnaires et dans ses formes anti-libérales. Ce sont *les principes* qu'il a édictés sur la *navigation des fleuves internationaux*, qui ont été étendus, heureusement avec quelques améliorations, par la suite, au Danube.

Du Congrès de Vienne de 1815 au traité de Berlin de 1878, les intérêts généraux des puissances se précisent dans l'Europe centrale et orientale. Le traité du 3 juillet 1838, signé par *l'Angleterre et l'Autriche*, pour se garantir entre elles la *libre navigation du Danube* et la sécurité de leur commerce sur la mer Noire, marque le *commencement de*